

## Le gouvernement britannique envisage de commencer à emprisonner les « négationnistes » du changement climatique



[Source : aubedigitale.com]

Par Frank Bergman

Les législateurs britanniques font avancer un projet de loi inquiétant qui vise à emprisonner les soi-disant « négateurs du climat » qui ne se conforment pas à l'agenda vert.

Le gouvernement britannique a introduit une législation relative à l'application des mesures mondialistes « Net Zero ».

Toutefois, ce projet de loi a déclenché une véritable sonnette d'alarme parmi les citoyens épris de liberté dans tout le pays.

Nombreux sont ceux qui remettent en question certaines des mesures draconiennes « Net Zero » contenues dans le projet de loi phare sur l'énergie.

La semaine dernière, le projet de loi a été adopté en troisième lecture par la Chambre des Communes.

Le projet de loi sur l'énergie contient de nouvelles dispositions qui exposent les propriétaires à des poursuites pénales s'ils s'opposent aux objectifs du « Net Zero ».

En vertu de cette nouvelle législation, ceux qui ne se conforment pas à l'agenda vert seront punis pour leur rôle dans la prétendue « crise climatique ».

Les citoyens qui ne respectent pas les réglementations en matière de consommation d'énergie risquent une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an et des amendes pouvant atteindre 15 000 livres sterling (18 700 dollars).

Des poursuites peuvent également être engagées pour avoir fourni de fausses informations sur l'efficacité énergétique.

Fait alarmant, les propriétaires peuvent être arrêtés pour « obstruction aux autorités chargées de l'application de la loi » qui souhaitent pénétrer dans leur propriété afin d'évaluer leur conformité aux objectifs climatiques.

La législation prévoit « la création d'infractions pénales » en cas de « non-respect d'une exigence imposée par ou en vertu d'une réglementation relative à la performance énergétique ».

La législation proposée confère au gouvernement britannique le pouvoir de créer de nouvelles infractions pénales et d'alourdir les sanctions dans le cadre de la poursuite des objectifs de son programme vert mondialiste.

Les critiques affirment que cette mesure est en contradiction flagrante avec la volonté du peuple britannique.

Heureusement, le projet de loi a suscité une forte opposition de la part de certains membres du parti conservateur.

Selon le UK Express, le gouvernement affirme qu'il n'a pas l'intention de créer de nouvelles infractions pénales, mais qu'il pourrait simplement avoir besoin de modifier des lois existantes.

Il s'agit notamment de lois issues de la législation européenne, comme le règlement sur la performance énergétique des bâtiments, qui comprend les certificats de performance énergétique (EPC).

Ces amendements visent à fournir aux parties prenantes, notamment les propriétaires, les entreprises et les locataires, des informations leur permettant de prendre des décisions éclairées en matière d'efficacité énergétique.

Cependant, il existe de réelles inquiétudes quant au fait que ces amendements pourraient conduire à la criminalisation des personnes qui ne se conforment pas aux nouvelles règles en matière d'énergie.

C'est ce changement de dynamique du pouvoir, de type pandémique – cette fois-ci en utilisant le Climat plutôt que Covid – qui est la source d'inquiétude pour beaucoup.

La question du Net Zero est devenue un point de discorde important au Royaume-Uni.

Le Comité britannique sur le changement climatique (CCC) a récemment demandé au public de cesser de chauffer les maisons le soir et la nuit afin d'atteindre les objectifs du « Net Zero », comme l'a rapporté Slay News.

Le PDG du CCC, Chris Stark, exhorte le gouvernement britannique à sévir contre la consommation d'énergie domestique afin de se conformer à l'agenda vert mondialiste.

Stark, qui dirige la CCC, demande aux citoyens ordinaires d'éteindre leur chauffage la nuit, dans le cadre d'une campagne plus large visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

De même, les objectifs « Net Zero » sont cités dans le monde entier, les gouvernements faisant pression pour exiger des changements radicaux vers des politiques impopulaires.

Aux États-Unis, le « tsar du climat » du président démocrate Joe Biden, John Kerry, cite le Net Zéro dans sa guerre contre l'industrie agricole.

Comme l'a rapporté Slay News, John Kerry demande aux agriculteurs de cesser de produire des denrées alimentaires afin d'atteindre les objectifs radicaux de l'administration en matière de réduction des « émissions » (Net Zero).

Kerry, l'envoyé spécial du président Biden pour le climat, non élu et non réglementé, a lancé cet avertissement lors d'une conférence sur l'agenda vert à Washington D.C.

Au cours du sommet AIM for Climate organisé par le ministère de l'Agriculture (USDA), Kerry a déclaré à l'auditoire que « nous ne parviendrons pas à atteindre le niveau zéro, nous ne ferons pas ce travail, si l'agriculture n'est pas au cœur de la solution ».

Kerry a prévenu les participants que sa vie et celle d'autres dirigeants mondiaux « dépendent » de la cessation des activités des agriculteurs.

Le fait d'empêcher les agriculteurs de cultiver des denrées alimentaires réduira les « émissions » agricoles, insiste Kerry.

Il a ajouté qu'il ne parlait même plus de changement climatique.

« Ce n'est pas un changement, c'est une crise », a-t-il déclaré.

« L'atténuation du méthane est le moyen le plus rapide de réduire le réchauffement à court terme », a déclaré Kerry en s'en prenant aux éleveurs de bétail.

« L'alimentation et l'agriculture peuvent contribuer à un avenir pauvre en méthane en améliorant la productivité et la résilience des agriculteurs.

« Les systèmes alimentaires eux-mêmes sont à l'origine d'une quantité importante d'émissions, rien que par la façon dont nous faisons les choses que nous faisons jusqu'à présent », a affirmé Kerry.

« Avec une population croissante sur la planète – nous venons de franchir le seuil des huit milliards de concitoyens dans le monde – les émissions du système alimentaire devraient à elles seules provoquer un réchauffement supplémentaire d'un demi-degré d'ici le milieu du siècle.

Kerry a appelé les dirigeants du monde entier à réduire massivement les activités agricoles de leurs citoyens.

Entre-temps, Kerry a conduit les États-Unis à signer un engagement mondial visant à réprimer l'agriculture pour « lutter contre le réchauffement de la planète ».

Traduction de Slay News par Aube Digitale